



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/AC.96/1026/Add.1
25 septembre 2006

FRANCAIS
Original: ANGLAIS ET FRANCAIS

COMITE EXECUTIF DU PROGRAMME DU HAUT COMMISSAIRE

Cinquante-septième session
Genève, 2-6 octobre 2006
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

BUDGET-PROGRAMME ANNUEL DU HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS POUR 2007

Présenté par le Haut Commissaire*

Additif

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur les estimations du budget biennal 2006-2007

* Présentation tardive due à la tenue de la réunion du CCQAB le 7 septembre 2006 et à la soumission du rapport au HCR le 19 septembre 2006.

I. GENERALITES

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés intitulé *Budget-programme du HCR pour 2007* (A/AC.96/1026). Le Comité a également été saisi des documents suivants :

- a) *Directives générales concernant l'emploi de consultants au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés* (A/61/201) ;
- b) *Contributions volontaires gérées par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés – Etats financiers vérifiés de l'exercice clos le 31 décembre 2005 - Rapport du Comité des commissaires aux comptes* (A/61/5/Add.5) ; et
- c) Rapport sur la mise en œuvre des recommandations du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers des fonds et programmes des Nations Unies pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2005 (A/61/214/Add.1).

2. Au cours de l'examen du rapport, le Comité consultatif a rencontré les représentants du Haut Commissaire qui ont fourni des informations et des éclaircissements supplémentaires et ont échangé des vues concernant les conclusions et recommandations contenues dans le *Rapport du Comité des commissaires aux comptes* (A/61/5/Add.5). Le Comité fait davantage de commentaires et d'observations à cet égard dans le contexte de son rapport à l'Assemblée générale sur les rapports financiers et les états financiers vérifiés ainsi que les rapports du Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 (A/61/350).

3. Les besoins budgétaires estimés au titre du Budget-programme annuel pour 2007 s'élèvent à 1 042 926 300 ventilés ainsi :

Domaine	Montant (Dollars des Etats-Unis)	Pourcentage
Programmes	550 599 500	53 %
Appui au Programme, Siège et terrain	255 982 500	25 %
Gestion et administration, y compris l'allocation du Budget ordinaire des Nations Unies de 34 431 700 dollars	86 987 400	8 %
Réserve des opérations*	89 356 900	9 %
Activités nouvelles ou additionnelles – liées au mandat*	50 000 000	5 %
Administrateurs auxiliaires	10 000 000	1 %
Total	1 042 926 300	100 %

* voir par. 17 ci-dessous.

4. Les ressources proposées pour 2007 représentent une diminution de 9 pour cent par rapport au Budget annuel approuvé par le Comité exécutif de 1 145 297 000 dollars (ultérieurement porté à 1 146 796 900). Les paramètres budgétaires sont indiqués aux paragraphes 37 à 40 de ce document. Le Comité note que le Budget-programme supplémentaire révisé pour 2006 s'élève à 288 007 800 dollars par rapport aux dépenses de 258 475 300 pour 2005 (A/AC.96/1026, tableaux I.3 et I.4). Le Comité rappelle que les programmes supplémentaires sont financés à l'aide de contributions en réponse à des appels spéciaux. Les programmes supplémentaires prévus pour 2007, à ce stade, sont indiqués au paragraphe 44 du document budgétaire.

II. ECARTS ENTRE LES BUDGETS ET LES FONDS DISPONIBLES

5. Les paragraphes 21 à 31 du document budgétaire résument la situation concernant les ressources et les dépenses en 2005 et 2006. Le Comité note que le fossé entre le budget et les fonds disponibles s'est élargi en 2005 et 2006, constituant un thème récurrent du programme annuel. Les commentaires et les recommandations du Comité des commissaires aux comptes en la matière sont contenus dans les récapitulatifs financiers et les paragraphes 31 à 46 de son rapport A/61/5/Add.5. Le Comité partage la préoccupation du Comité des commissaires aux comptes concernant l'acceptabilité des dépenses étant donné l'évolution des recettes dans la mesure où, au cours des six dernières années, les dépenses ont été plus élevées que les recettes, ce qui a conduit à une stagnation des réserves et des soldes à la fin de l'année. Le Comité demande des informations complémentaires récapitulant les soldes du HCR de 2000 à 2006, figurant en annexe.

6. Comme l'indique le document budgétaire, l'écart entre les fonds totaux disponibles et le budget approuvé par le Comité exécutif en 2005 s'est élevé à 102,2 millions par rapport à 28,9 millions en 2004 contraignant le HCR à imposer un certain nombre de limites au Budget-programme et aux dépenses administratives non liées au personnel en cours d'année (par exemple réduction au niveau des autorités de dépenses). Les facteurs cités comme ayant contribué à la situation incluent le fait que les contributions reçues n'ont pas suivi l'accroissement budgétaire au niveau du programme annuel, qu'un pourcentage élevé des contributions reçues est allé aux programmes supplémentaires et que les fluctuations des taux de change se sont traduites par des pertes de change élevées – 36 millions en 2005 par rapport à des gains de 6,9 millions en 2004 (A/AC.96/1026, par. 25). Pour terminer 2005, le HCR a dû en avant emprunter 12,2 millions sur le Fonds de roulement et de garantie.

7. Le Comité note que le HCR, depuis l'approbation du Budget-programme annuel pour 2006 par le Comité exécutif en octobre 2005, anticipant à nouveau un déficit financier, a imposé plusieurs plafonds à la fin de 2005 au Budget-programme concernant les dépenses administratives non liées au personnel et à la Réserve des opérations ainsi qu'au Siège au cours du deuxième trimestre de 2006.

8. Dans l'avant-propos du Budget-programme pour 2007, le Haut Commissaire se fixe comme priorité absolue la stabilité financière, indiquant que le Budget pour 2007 se fonde sur les mesures d'austérité de 2006 et qu'en termes de stabilité à long terme, des mesures ont été prises pour renverser la tendance à accroître les effectifs et les dépenses administratives par rapport au Budget opérationnel. Le Comité note également que le HCR prévoit de mettre en œuvre en 2007 un système de gestion de trésorerie qui, entre autres, atténue le risque de change en faisant correspondre les contributions en espèce et les dépenses dans les diverses monnaies (voir par. 28 et 31 ci-dessous).

9. Dans la mesure où 97 pour cent des ressources du HCR sont débloquées sous la forme de contributions volontaires, le Comité souligne l'importance d'accroître le niveau, d'assurer la prévisibilité, la flexibilité et le financement précoce, particulièrement dans le contexte du cycle biennal qui va être adopté, et d'élargir la base des donateurs. A cet égard, le Comité note que les contributions non affectées ont représenté 18 pour cent des ressources totales en 2005 par rapport à l'objectif du HCR de 25 pour cent (A/61/182, par. 61). Le Comité se félicite de la mise en œuvre d'une recherche de fonds sur une base d'incitations gérées au plan central, au niveau du terrain, et encourage les efforts visant à accroître le financement du secteur privé. Le Comité note que le HCR a établi un objectif de 100 millions par an venant du secteur privé – un investissement de 8,4 millions dans le budget de 2007 pour ces activités devrait engendrer un retour de 37 millions en 2008 (A/AC.96/1026, par. 153).

10. En outre, les paragraphes 121 à 126 du document budgétaire donnent des informations sur le processus de changement de structure et de gestion du HCR lancé au début de 2006. Comme il y est indiqué, ce processus implique l'examen des structures, des processus, des dispositifs de mise en œuvre et des tableaux d'effectifs de l'Organisation afin de veiller à ce que les systèmes du HCR soient plus flexibles et mieux adaptés aux défis que le Haut Commissariat doit aujourd'hui relever. Le Comité note que la présentation budgétaire pour 2007 n'inclut pas les initiatives de changement éventuelles mais qu'à la fin de 2006, un Plan et un budget-cadre seront en place en vue d'une mise en œuvre sur une période de deux à trois ans. Le Comité espère voir les résultats de cet examen assortis de propositions de changement et d'amélioration dans le contexte du budget biennal 2008-2009.

11. Le Comité note la diminution du pourcentage d'opérations mises en œuvre par les partenaires d'exécution. Sur sa demande, il a été informé que le processus de changement de gestion inclurait un examen des raisons de ce déclin ainsi qu'une analyse du coût de l'exécution directe par rapport à l'exécution confiée aux partenaires opérationnels.

III. PRESENTATION

12. Le Comité consultatif se félicite des changements et des améliorations apportées à la présentation budgétaire qui la rendent plus rationnelle, concise et conviviale comme il le demandait dans son rapport (A/AC.96/1011/Add.1). Toutefois, le Comité estime qu'il est possible d'apporter de nouvelles améliorations en évitant les répétitions dans le document, en

formulant des indicateurs de résultats plus précis ainsi qu'en adoptant un plus grand nombre de mesures de performance. En outre, les paragraphes 57 à 113 résument les objectifs stratégiques du Siège et des régions pour 2007-2009. Bien que le Comité se réjouisse de cette information, il note qu'il n'y a pas d'indication sur le lien entre les objectifs et les ressources proposées à cette fin dans le budget de 2007. Il manque également partout une information sur la performance. Le Comité recommande qu'une information contenant une analyse ou une évaluation de la mise en œuvre du programme soit incluse afin de mieux justifier les besoins proposés.

13. Le Comité consultatif note que le Budget-programme pour 2007 constituera la dernière présentation annuelle dans la mesure où le HCR adoptera un cycle biennal à compter de la période 2008-2009. A cet égard, le Comité se félicite des efforts déployés par le HCR pour aligner son budget sur ceux des autres fonds et programmes des Nations Unies ainsi que des consultations sur la mise en œuvre de la budgétisation basée sur les résultats dans le cadre de la biennalisation (A/AC.96/1026, annexe I). Le Comité fait remarquer que l'adoption d'un budget biennal souligne l'importance de résoudre les problèmes afférant à la prévision et à la collecte de fonds pour la deuxième année de la période biennale.

14. Le Comité note que le HCR reste acquis aux principes de la gestion axée sur les résultats afin d'accroître l'obligation redditionnelle de l'Organisation et de ses cadres. A cette fin, le HCR a développé un logiciel en la matière, qu'il va intégrer à la base de données du MSRP et du logiciel « Project Profile » afin que les données d'enregistrement servent de base à la planification de programme. Le logiciel, élaboré en 2006, doit être mis à l'épreuve et peaufiné en 2007 puis appliqué dans le monde en 2008. Le Comité espère que cela améliorera la qualité des programmes, la gestion des ressources ainsi que l'évaluation et l'analyse des résultats. Les paragraphes 127 à 132 du document budgétaire fournissent des informations à cet égard, indiquant d'autres initiatives ainsi que l'introduction d'un plan pluriannuel d'entreprises sur la base de plans de travail annuels, du renforcement de la gestion de la performance et de l'élaboration d'une politique et des fonctions d'évaluation.

IV. REFUGIES ET AUTRES PERSONNES RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR

15. Comme le montre l'annexe II du document budgétaire, la population totale relevant de la compétence du HCR est passée de 19,5 millions au début de 2005 à 20,8 millions à la fin de 2005 sur la base des chiffres fournis par les gouvernements ou émanant des opérations de recensement appuyées par le HCR (hormis les réfugiés palestiniens qui relèvent du mandat de l'UNRWA). Toutefois, comme l'indique le paragraphe 10 et comme le montre la figure A, le pourcentage des réfugiés par rapport à la population totale a commencé à décliner, représentant 40 pour cent du total à la fin de 2005 alors que les déplacés internes représentent 32 pour cent de cette même population.

16. Le rôle du HCR dans l'approche modulaire approuvée par le Comité permanent interorganisations (CPI) en décembre 2005 traitant de la nécessité de protéger et d'aider les déplacés internes consiste à se focaliser sur trois des neuf modules identifiés : protection, abris d'urgence, coordination et gestion des camps (paragraphe 5 à 6, A/AC.96/1026). Le Comité note toutefois que cela représente de nouveaux défis pour le HCR dans la capacité à se doter de ressources visant à financer ces responsabilités sans que cela se fasse au détriment des réfugiés. Le Comité note par ailleurs l'intention du HCR de participer activement au processus interorganisations et aux mécanismes de réserve connexes tels que le Fonds central de réponse d'urgence.

V. RESERVE DES OPERATIONS

17. Le Comité rappelle que la Réserve des opérations du HCR a deux composantes : a) la Catégorie I correspondant aux objectifs traditionnels de la Réserve des opérations tels que définis par l'article 6.5 du Règlement de gestion, fixée à 7,5 pour cent des activités de programme proposées et b) la Catégorie II adoptée en 2004 à titre expérimental pour accueillir les contributions additionnelles au titre d'activités élargies ou nouvelles relevant du mandat du Haut Commissariat mais non incluses dans le Budget-programme annuel. Comme l'indiquent les paragraphes 49 à 51 du rapport budgétaire (A/AC.96/1026), suite à une évaluation indépendante, le Comité permanent à sa trente-sixième réunion de juin 2006 a décidé de recommander au Comité exécutif de prendre à sa cinquante-septième session plénière la décision d'intégrer l'ancienne Catégorie II aujourd'hui intitulée « Activités nouvelles ou additionnelles – liées au mandat », en dehors de la Réserve des opérations, avec une ouverture de crédit de 50 millions, autorisant ensuite le HCR à prélever des frais fixes de 7 pour cent devant être déduits des contributions à cette catégorie budgétaire. La Réserve des opérations (Catégorie I), servant toujours le même objectif, est maintenue mais son niveau passe de 7,5 pour cent à 10 pour cent.

VI. BUDGET ORDINAIRE DES NATIONS UNIES

18. L'information concernant la contribution du Budget ordinaire des Nations Unies visant à couvrir les dépenses administratives du HCR est présentée aux paragraphes 18 à 20 (A/AC.96/1026). La contribution, soumise sous la forme d'une subvention, s'élève à 34,4 millions pour 2007, par rapport à 32,8 millions en 2006 et 38,5 en 2006. La contribution couvre le coût de 220 postes imputés sur le Budget ordinaire des Nations Unies et les dépenses connexes non liées au personnel (voir tableau II.9 pour la répartition de ces postes). Le Comité note qu'en 2004, les ressources du Budget ordinaire ont permis de couvrir 37 pour cent des dépenses de gestion et d'administration et 8 pour cent des dépenses d'appui au programme alors que pour 2005, ils ont permis de couvrir 45 pour cent et 14,9 pour cent de ces dépenses, respectivement. L'augmentation pour 2005 est toutefois essentiellement due à un montant de 5,13 millions débloqué par le Budget ordinaire pour couvrir les coûts liés au renforcement des mesures de sécurité au Siège. Le HCR espère que ces contributions du Budget ordinaire des

Nations Unies continueront d'augmenter de 2 à 2,5 millions par période biennale, contribuant à la mise en œuvre progressive de l'article 20 du statut du Haut Commissariat (A/AC.96/1026, par. 19).

VII. BUDGET D'APPUI POUR 2007

19. Le Budget d'appui pour 2007, couvrant l'appui au programme (tant au Siège que sur le terrain) et la gestion et l'administration (Siège) est estimé à 342 969 900 dollars en regard de ressources de 362 057 300 dollars approuvées par le Comité exécutif pour 2006 (révisées à 389 088 800) (voir tableau II.4). La diminution reflète la réduction des postes démarrée en 2006 suite aux mesures d'austérité et aux efforts déployés pour réduire les dépenses d'administration (voir par. 7 ci-dessus).

20. Comme l'indiquent les paragraphes 155 à 158 et le tableau I.5 du document budgétaire, le nombre total de postes proposés pour 2007 est de 5 289 et reflète une diminution nette de 612 postes entre le 1^{er} janvier 2006 et le 1^{er} janvier 2007. Sur ce total, 869 postes sont proposés pour le Siège du HCR et les programmes globaux et 4 420 pour les activités sur le terrain. Concernant la répartition des postes par catégorie en 2007, les postes de programme représentent 48,4 pour cent du total, les postes d'appui au programme 42,3 pour cent et les postes de gestion et d'administration 9,3 pour cent. Le Comité note que le HCR a également recours aux Volontaires des Nations Unies et aux administrateurs auxiliaires. A la fin de juillet 2006, 599 VNU et 105 administrateurs auxiliaires ont été déployés dans plusieurs opérations du HCR.

21. Le Comité note que le HCR a publié au début de 2005 des instructions sur l'utilisation adéquate des consultants et des contractants individuels pour répondre à l'audit du Bureau des services de contrôle interne (voir par. 177, A/AC.96/1026). Un total de 212 consultants ont été employés au cours des sept premiers mois de 2006 par rapport à 265 au cours de 2005.

22. Le Comité note également le rapport sur les principes directeurs globaux pour les consultants au sein du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (A/61/201) soumis conformément à la résolution 59/270 de l'assemblée générale du 23 décembre 2004 qui résume l'adoption d'une nouvelle politique conforme à l'instruction administrative des Nations Unies ST/AI/1999/7 et son amendement 1 du 15 mars 2006 sur les consultants et les sociétés privées introduisant toutefois un nouveau type de services de consultants (consultant international recruté sur place). Le Comité consultatif fera les commentaires qu'il peut avoir à cet égard dans le contexte de la présentation du prochain rapport du Secrétaire général sur la gestion des ressources humaines à l'Assemblée générale.

23. Au paragraphe 125 de son rapport A/61/5/Add.5, le Comité des commissaires aux comptes fait remarquer qu'en mai 2006, le HCR n'avait pas totalement mis en œuvre la recommandation antérieure du Comité concernant la fin de l'utilisation de personnel de projet. Le Comité note, d'après les commentaires du HCR à l'annexe I.7 du document budgétaire, que pour deux des plans de déploiement en cas d'urgence (Surge et réinstallation), le HCR a signé des

accords avec deux ONG afin de disposer d'un fichier d'agents pouvant être mobilisés et déployés rapidement, ce qui permet le recrutement aux termes d'un déploiement rapide en tant qu'effectifs supplémentaires dotés d'un mandat clair, avançant que ce plan de déploiement rapide ne devait pas conduire à la création de « personnel de projet ». Les représentants du Haut Commissaire ont indiqué que le recours au « personnel de projet », tel qu'antérieurement défini, n'existait plus. Le Comité a été informé que le modèle de déploiement accéléré de personnel adopté en 2003 pour une période expérimentale était déjà examiné aux fins de suppression car ces procédures n'avaient pas été appliquées au cours des sept premiers mois de 2006 par rapport à 12 au cours de la période allant de juillet à décembre 2005 (dont 8 ont été par la suite retirées) (A/AC.96/1026, par. 169 et 179).

24. Le Comité consultatif demande au HCR de se conformer aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant la pratique de retenir les membres du personnel qui ont terminé une durée d'affectation standard et dont on envisage la nomination sur un autre lieu d'affectation, en congé spécial avec solde, compte tenu des coûts élevés pour l'Organisation (A/60/387, par. 9). Le Comité note également sur le rapport du Comité des commissaires aux comptes que le nombre d'agents en attente d'affectation (SIBA) a diminué de 40 pour cent entre 2003 et 2005, soit de 187 à 113 (A/61/5/Add.5, tableau 1). Toutefois, en juillet 2006 on comptait 128 agents en attente d'affectation (A/AC.96/1026, par. 170). Le Comité a été informé que le HCR s'engageait à réduire ses effectifs, ce qui reste un grand défi en matière de gestion moyennant l'adoption de nouvelles règles de procédure et de nouvelles lignes directrices pour garantir des affectations à plein temps. Le Comité recommande au HCR de continuer à surveiller la situation afin d'éliminer la récurrence de ce problème.

25. Les paragraphes 104 à 112 se réfèrent à l'élaboration d'une nouvelle stratégie en matière d'effectifs pour 2007-2009 fournissant une brève description des priorités du HCR en matière de gestion des ressources humaines. Le Comité recommande que la prochaine présentation du budget comprenne une information sur ce qui a été réalisé ou reste à accomplir avec des délais de mise en œuvre.

26. Le Comité demande le coût du licenciement du personnel du fait de la réduction des effectifs en 2006 et de celle qui est proposée pour 2007 et a été informé qu'un montant de 4 millions avait été budgétisé pour 2006 et que le même montant était prévu à cette fin en 2007. Le Comité note également qu'afin d'évaluer des options possibles de passifs concernant l'assurance maladie après la cessation de service, le HCR attend les mesures qui seront décidées par l'Assemblée générale en la matière (résolution 60/255 de l'Assemblée générale (Partie III)).

VIII. GESTION FINANCIERE ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

27. Le Comité note que le HCR identifie trois domaines prioritaires pour 2007/2009 concernant la gestion financière (A/AV.96/1026, par 100 à 103) :

- i) assurer une stabilité financière ;
- ii) progresser dans la réingénierie du processus d'entreprise moyennant le projet de renouvellement des systèmes de gestion ; et
- iii) améliorer les systèmes de contrôle interne.

28. Les éléments identifiés pour garantir une stabilité financière incluent la mise en œuvre du cycle budgétaire biennal à commencer de la période biennal 2008-2009 (voir par. 13 ci-dessus) ; améliorer la capacité de conduire une analyse globale et régionale du Budget (voir par. 14 ci-dessus) ; les préparatifs de l'adoption de Normes de comptabilité internationale du secteur public (IPSAS) de 2010 et la mise en œuvre en 2007 d'un système de gestion de trésorerie (voir par. 31 ci-dessous). Bien que l'adoption des IPSAS soit prévue pour 2010 au plus tard, des organisations les mettront en place à titre expérimental dès 2008. Le HCR devrait bénéficier des leçons tirées de cette expérience et lancer une formation rapidement. Le Comité escompte que les ressources à cette fin seront prévues dans le budget biennal pour 2008-2009.

29. Le Comité note que l'application des systèmes PeopleSoft aux finances et à l'approvisionnement a permis au HCR de procéder à la réingénierie des processus d'entreprise dans les domaines du Budget, des finances, de la chaîne d'approvisionnement et de l'administration au Siège et sur le terrain. En outre, les systèmes de contrôle interne devraient améliorer l'obligation redditionnelle et la transparence, minimiser les risques de mauvaise gestion et de gaspillage. A cet égard, le Comité est informé que les mesures prises jusqu'à présent incluent le renforcement du Bureau de l'inspecteur général, un programme de formation pour le personnel requis pour des investigations spécifiques et l'augmentation des efforts dans le domaine de la communication. Par exemple, en février 2006, le HCR a lancé le portail d'obligation redditionnelle accessible à l'ensemble du personnel sur Intranet afin de conserver l'information relative aux ressources humaines et financières et de fournir des liens tels que le « bulletin sur la fraude ». Le Comité se félicite des mesures prises et recommande au HCR de continuer de renforcer les contrôles afin d'alléger le risque de fraude. Toutefois, comme l'indique le paragraphe 25 ci-dessus, une information doit figurer dans la prochaine présentation du budget sur l'état des initiatives prises en matière de gestion financière, les calendriers d'achèvement ainsi qu'une indication de ce qui a été réalisé, les gains et les économies dégagées.

30. Comme l'indique le tableau II.13 (A/AC.96/1026), les ressources initiales proposées au niveau de la technologie de l'information pour 2007 sont estimées à 38 620 100 dollars sur un montant de 43 921 000 dollars approuvé par le Comité exécutif en 2006 (révisé à 43 462 000) (voir également par. 140 à 148). L'objectif prioritaire de la stratégie de TI continue d'être l'achèvement du projet de renouvellement des systèmes de gestion, y compris la mise en œuvre

de nouveaux systèmes des états de paie qui sera lancé en janvier 2007, l'amélioration des modules de finances et de chaîne d'approvisionnement et un équipement pour la gestion du parc dans le monde entier. Le Comité note qu'environ 100 bureaux auront un accès en ligne au MSRP en octobre 2006 et que les autres bureaux l'auront en 2007. On envisage également une application sur le terrain et une amélioration du projet Profile.

31. Un système de gestion de la trésorerie assorti de fonctionnalités concernant le trésor et la gestion des liquidités pour automatiser les systèmes de gestion des liquidités, intégrer les entrées et les sorties, gérer les risques de trésorerie et améliorer la comptabilité des espèces et des investissements devrait être amélioré en 2007 (voir A/AC.96/1026, par. 147 à 148 et par. 28 ci-dessus). Son coût est estimé à un investissement ponctuel d'environ 1 million en 2007, qui devrait permettre de dégager des économies outre le renforcement des contrôles.

32. Le Comité des commissaires aux comptes, dans son rapport (A/76/5/Add.5, par. 111 à 123) note les faiblesses au niveau du suivi des certificats d'audit au HCR par les partenaires d'exécution ainsi que les inadéquations au niveau des règlements de certificats d'audit exigés des partenaires concernant l'utilisation adéquate des fonds. Le Comité recommande la mise en œuvre des recommandations du Comité des commissaires aux comptes selon lesquelles le HCR doit passer en revue les mécanismes pour l'audit des dépenses engagées par ce partenaire d'exécution, évaluer l'efficacité des procédures adoptées en 2004, améliorer le suivi à cet égard et passer en revue le calendrier de soumission des certificats d'audit.

IX. SECURITE

33. Le tableau II.10 du document budgétaire indique qu'un montant de 38,1 millions est proposé pour les dépenses de sécurité par rapport au montant de 39,9 millions budgétisé pour 2006 et 41,2 millions dépensés en 2005. Le montant proposé pour 2007 inclut un montant de 8 536 700 dollars pour la contribution du HCR aux dépenses du système commun pour la sûreté et la sécurité du personnel, et 29 524 900 dollars pour les dépenses de sûreté et de sécurité du personnel interne. Toutefois, comme l'indique le paragraphe 135, les besoins estimatifs pour 2007 pourraient s'accroître du fait de la contribution que le HCR devra faire au système de gestion de la sécurité des Nations Unies basé sur un partage des coûts et du fait des besoins qui pourraient être identifiés suite à une modification des phases de sécurité.

HCR - SOLDES DE 2000 A 2006

(en milliers de dollars E.-U.)

Budget annuel (BA), non compris le Budget ordinaire	2000	2001	2002	2003	2004	2005	est. 2006
Total fonds disponibles	761,1	721,3	729,2	763,3	894,0	843,6	889,6
Total dépenses	707,5	677,6	698,1	714,8	869,7	835,9	883,6
Solde	53,6	43,7	31,1	48,5	24,3	7,7	6,0
Programmes supplémentaires (PS)	2000	2001	2002	2002	2004	2005	est. 2006
Total fonds disponibles	74,5	144,7	218,5	282,1	197,5	317,2	232,8
Total dépenses	67,2	95,8	200,1	232,6	156,8	258,5	174,0
Solde	7,3	48,9	18,4	49,5	40,7	58,7	58,8
Autres fonds	2000	2001	2002	2002	2004	2005	est. 2006
Budget ordinaire (BO)							
Total fonds disponibles	19,6	20,4	21,0	28,2	27,7	39,3	32,9
Total dépenses	19,6	20,4	21,0	28,2	27,7	38,5	32,9
Solde	-	-	-	-	-	0,8	-
Administrateurs auxiliaires (JPO)							
Total fonds disponibles	14,0	13,1	13,6	14,6	16,9	16,2	17,0
Total dépenses	7,1	7,1	7,2	7,4	8,3	8,7	9,5
Solde	6,9	5,9	6,4	7,2	8,6	7,5	7,5
Fonds de roulement et de garantie (WCGF)							
Total fonds disponibles	50,9	38,9	51,6	51,0	51,0	38,8	38,0
Total dépenses	0,9	0,9	1,6	1,0	1,0	1,1	1,0
Solde	50,0	38,0	50,0	50,0	50,0	37,7	37,0
Plan d'assurance médicale (PAM)							
Total fonds disponibles	10,5	13,6	15,3	17,4	19,9	22,9	24,0
Total dépenses	1,1	1,2	1,4	1,6	1,7	2,0	2,0
Solde	9,4	12,4	13,9	15,8	18,2	20,9	22,0
Total partiel autres fonds	2000	2001	2002	2002	2004	2005	est. 2006
Total fonds disponibles	95,0	85,9	101,5	111,2	115,5	117,2	111,9
Total dépenses	28,7	29,6	31,2	38,2	38,7	50,3	45,4
Solde	66,3	56,3	70,3	73,0	76,8	66,9	66,5
Total	2000	2001	2002	2002	2004	2005	est. 2006
Total fonds disponibles	930,6	951,9	1 049,2	1 156,6	1 207,0	1 278,0	1 234,3
Total dépenses	803,4	803,0	929,4	985,6	1 065,2	1 144,7	1 103,0
Solde	127,2	148,9	119,8	171,0	141,8	133,3	131,3
TOTAL (sans WCGF et PAM)	2000	2001	2002	2002	2004	2005	est. 2006
Total fonds disponibles	869,2	899,5	982,3	1 088,2	1 136,1	1 216,3	1 172,3
Total dépenses	801,4	801,0	926,4	983,0	1 062,5	1 141,6	1 100,0
Solde	67,8	98,5	55,9	105,2	73,6	74,7	72,3